



Conférence de presse de Bruno Cavagné, Président de la FNTP

9 novembre 2016

SOMMAIRE

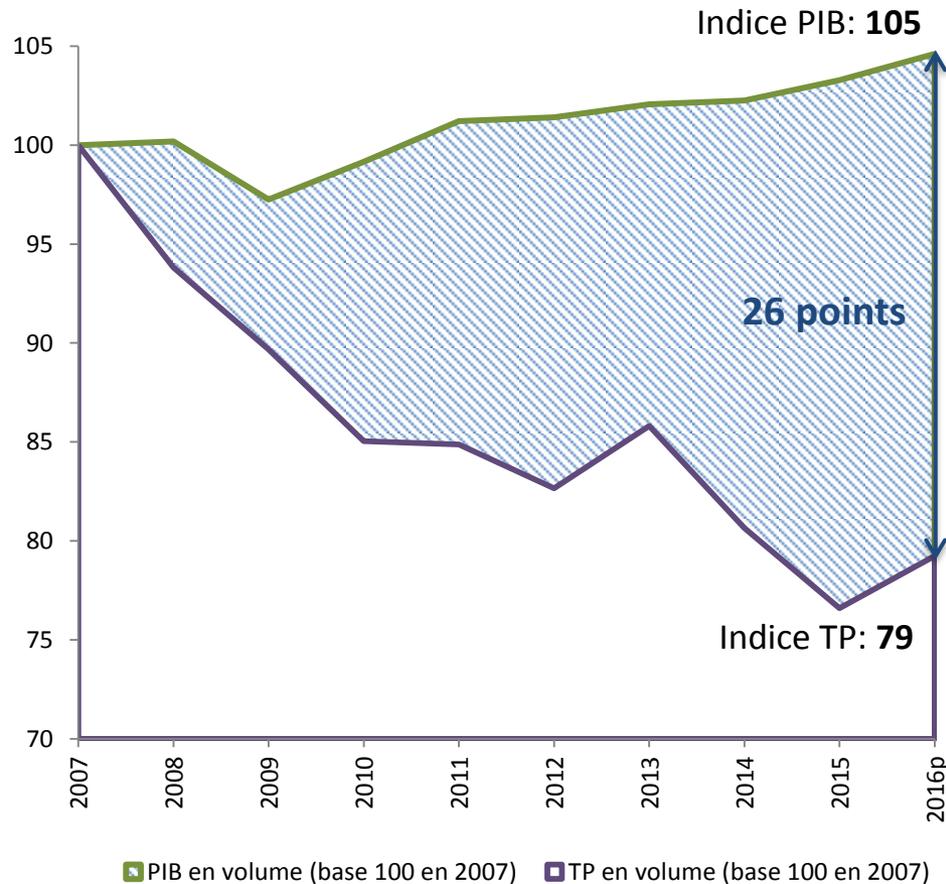
- 1 Une activité basse et une absence de visibilité
- 2 Les scénarios TP du quinquennat : quels choix de politique économique ?
- 3 Réinvestissons la France : nos propositions pour les infrastructures
- 4 Rendez-vous le 23 février pour le Forum des Travaux Publics





1. Une activité basse et une absence de visibilité

UN SECTEUR DURABLEMENT FRAGILISE



- ◆ Plus d'1/5 de chiffre d'affaires en moins depuis 2008
 - 35 000 emplois perdus
- ◆ La baisse d'activité enfin endiguée en 2016 : +3%
- ◆ Un appareil de production toujours en cours d'ajustement :
 - - 187 entreprises ces 12 derniers mois*
 - - 5 600 emplois ouvriers sur 12 mois glissants
- ◆ Une absence de visibilité dangereuse :
 - Evolution peu favorable des AO publics (-0,3% sur 12 mois)
 - L'intérim comme réponse à l'incertitude (+16% sur un an)
 - Des prix toujours trop bas

Source: INSEE pour les données du PIB en volume (euros constants)
Prévisions: 1,0% de croissance en 2015 et 1,3% en 2016
FNTP enquête annuelle et estimation 2015 et 2016 (en volume index TP01)

* Défaillances d'entreprises d'après les données de la CNETP

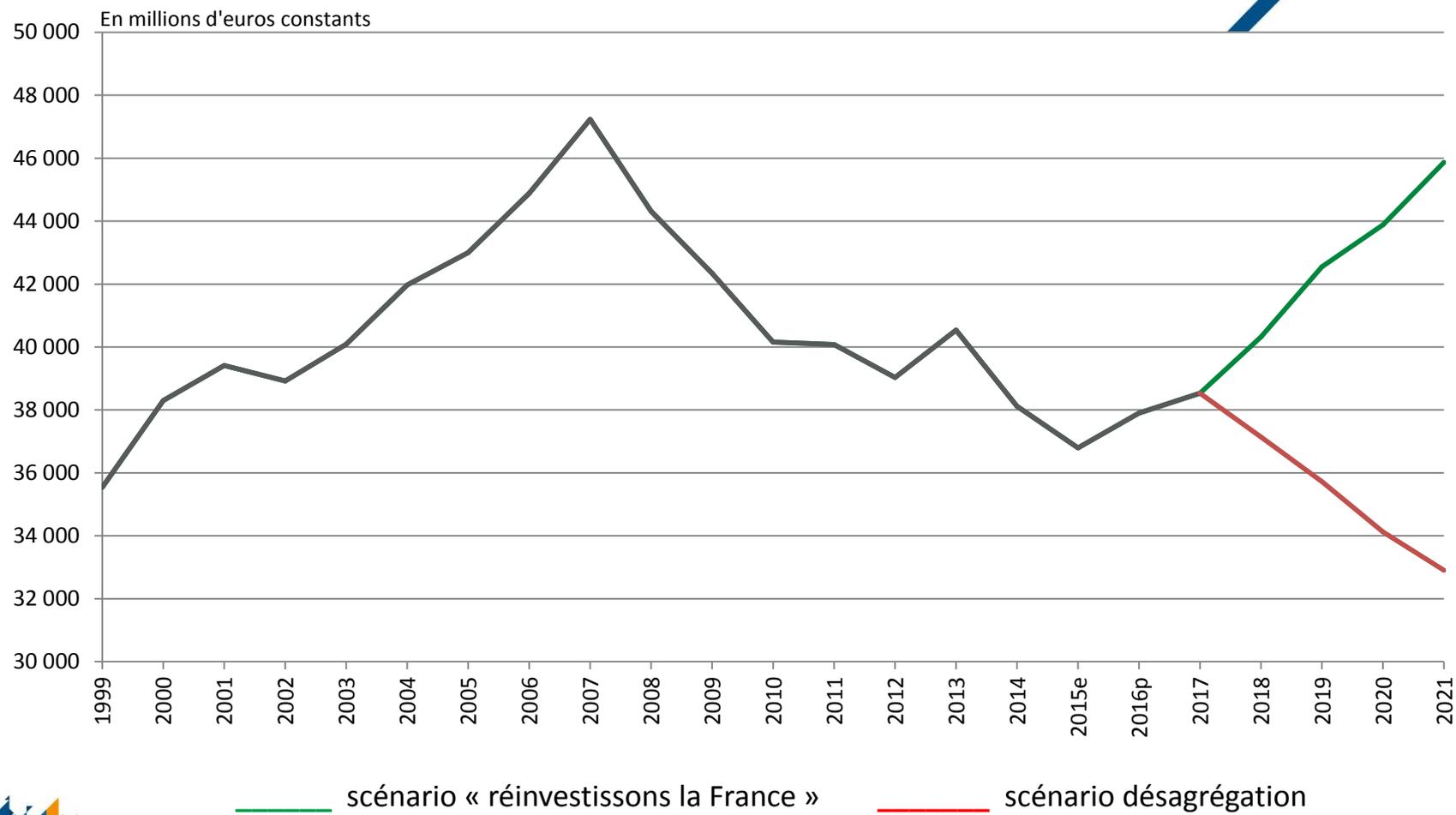
9 novembre 2016





2. Les scénarios TP du quinquennat : quels choix de politique économique ?

Les scénarios TP du quinquennat



Source : Enquête annuelle FNTF 1992 à 2014 et prévisions FNTF

9 novembre 2016

Le scénario noir de désagrégation du secteur

◆ Quelles hypothèses ?

- Etat : absence de vision stratégique de l'Etat
- Collectivités locales : austérité budgétaire (-100 Md€ de dépenses publiques) sans possibilité de préserver l'investissement
- Grands opérateurs : montée en charge plus lente qu'annoncée des grands chantiers
- Secteur privé : activité molle

◆ Quelles conséquences ?

- Une baisse de -13% sur la période 2017-2021 soit une moyenne annuelle de -3%
- - 35 000 emplois
- Une accélération de la détérioration de la qualité des infrastructures
- Un retard par rapport aux autres pays

◆ Pourquoi est-ce possible ?

- Le risque de confondre vision comptable et vision économique de la dépense publique



Le scénario « réinvestissons la France »

◆ Quelles hypothèses ?

- Etat : budget de l'AFITF en hausse progressive pour atteindre 2,8Md€ en 2021
- Collectivités locales : mesures de soutien à l'investissement (cycle électoral comparable aux précédents à partir de 2017)
- Grands opérateurs : montée en puissance sur la période, accélération en fin de période (Grand Paris, grands projets européens, investissements des concessionnaires autoroutiers)
- Secteur privé : dynamisme retrouvé en lien avec l'effet d'entraînement du bâtiment

◆ Quelles conséquences ?

- Une hausse de +21% sur la période 2017-2021 soit une moyenne annuelle de +4%
- + 35 000 emplois
- Un rattrapage partiel du retard pris depuis 10 ans
- Le lancement de projets améliorant compétitivité, cohésion et favorisant la transition écologique

◆ Pourquoi est-ce possible ?

L'adoption de réformes favorisant l'investissement public en infrastructures





3. Réinvestissons la France : nos propositions pour les infrastructures

Pourquoi faisons-nous ces propositions ?

- ◆ La nécessité d'une vision pour le quinquennat
- ◆ L'importance d'être concret et d'aller jusqu'à la formalisation juridique



Nos 12 propositions

Créer une véritable gouvernance des infrastructures

◆ En refondant une politique nationale d'infrastructures :

1. Créer un Conseil d'orientation des infrastructures
2. Instaurer une loi d'orientation et de programmation des infrastructures

◆ En renforçant les compétences des régions en matière d'infrastructures en lien avec la compétence économique :

3. Doter les régions de compétences nouvelles en matière de pilotage d'infrastructures afin de renforcer la cohérence territoriale
4. Mettre en place des instances régionales de coordination et de concertation regroupant avec des parties prenantes

◆ En autonomisant l'AFITF pour disposer d'un véritable outil de financement :

5. Rénover l'AFITF en lui conférant une capacité de pilotage pluriannuel des investissements, une part de TICPE pérenne et une capacité d'emprunt



Préserver l'investissement public local, faciliter les financements privés et sécuriser les parties prenantes

- ◆ **En modernisant le cadre budgétaire et comptable des collectivités locales :**
 6. Présenter l'état du patrimoine de réseaux et d'infrastructures dans le rapport sur les orientations budgétaires de fin de mandat
 7. Permettre l'inscription en investissement, et donc leur éligibilité au FCTVA, des dépenses d'entretien concourant à maintenir la valeur des immobilisations
 8. Organiser la fongibilité des crédits de paiement d'investissement

- ◆ **En étendant les possibilités de rémunération par l'utilisateur :**
 9. Donner la possibilité aux collectivités territoriales d'instaurer un péage afin de favoriser la qualité et le développement des infrastructures routières
 10. Donner la possibilité pour les EPCI à fiscalité propre, qui exercent la compétence voirie, d'instaurer localement une taxe additionnelle à la TICPE pour financer les dépenses de voirie

- ◆ **En adaptant le régime financier et en assurant la sécurité juridique des parties prenantes :**
 11. Sécuriser le régime financier des marchés de travaux
 12. Simplifier l'instruction des projets et rationaliser les voies de recours juridiques





4. Forum des Travaux Publics 23 février 2017

Rendez-vous le 23 février 2017 pour :

- ◆ **Afficher les infrastructures** dans le débat présidentiel
- ◆ **Montrer :**
 - Une filière innovante
 - Une filière au service de la compétitivité, de la cohésion sociale et territoriale, de la croissance verte
- ◆ **Comment :**
 - Exposer les infrastructures de demain
 - Remettre les Trophées des Travaux Publics aux entreprises innovantes
 - Débattre de l'évolution de la filière
 - Rencontrer les candidats à l'élection présidentielle



Interpeller le futur Président de la République

- ◆ Proposer aux candidats la signature d'une charte les engageant à :
 - Lancer un plan d'investissement sur les réseaux et les infrastructures (mobilité, eau, énergie, numérique) parce que les besoins sont immenses.
 - Se doter d'une gouvernance et définir une stratégie donnant de la visibilité aux acteurs économiques.
 - Rétablir la confiance entre l'Etat et les collectivités locales (qui réalisent 70 % de l'investissement public) avec un pacte : stabilité des dotations contre réduction des dépenses de fonctionnement et augmentation de l'investissement.
 - Accélérer les procédures et rationaliser les voies de recours pour concilier respect de la décision politique, exigence de concertation publique et avancement des projets.





**RÉINVESTISSONS
LA FRANCE** ”

FORUM

23 février 2017

DES
TRAVAUX
PUBLICS

Carrousel du Louvre
Paris

